Organisation des Nations Unies
pour l'alimentation
et l'agriculture

Résumé

Un climat injuste

Mesurer l'impact du changement climatique sur les pauvres, les femmes et les jeunes des zones rurales

ÉTHIOPIE – Une jeune mère avec son fils dans les bras dans la région Somali lors d'une sécheresse. Du fait du changement climatique, les épisodes de sécheresse gagnent en fréquence et en gravité dans de nombreuses régions du monde.

© FAO /Michael Tewelde

Résumé

Chiffres à retenir

- Au cours d'une année moyenne, le revenu total des ménages pauvres baisse de 5 pour cent en raison du stress thermique et de 4,4 pour cent en raison des inondations par rapport à celui des ménages plus aisés.
- Dans les zones rurales, l'écart entre les revenus des ménages pauvres et ceux des ménages non pauvres se creuse d'environ 21 milliards d'USD par an en raison des inondations et de plus de 20 milliards d'USD par an en raison du stress thermique.
- La hausse des températures à long terme accroît la dépendance des ménages pauvres à l'agriculture sensible au climat comparativement aux ménages non pauvres. Une hausse de 1 °C des températures moyennes à long terme fait augmenter de 53 pour cent le revenu agricole des ménages pauvres et baisser de 33 pour cent leur revenu hors exploitation, par rapport aux ménages non pauvres.
- Chaque année, les ménages dirigés par des femmes voient leurs revenus baisser de 8 pour cent en raison du stress thermique et de 3 pour cent en raison des inondations par rapport à ceux des ménages dirigés par des hommes.
- L'écart entre les revenus des ménages dirigés par des femmes et ceux des ménages dirigés par des hommes se creuse de 37 milliards d'USD en raison du stress thermique et de 16 milliards d'USD par an en raison des inondations.
- Une hausse de 1 °C des températures moyennes à long terme est associée à une baisse de 34 pour cent du revenu total des ménages dirigés par des femmes par rapport à celui des ménages dirigés par des hommes.
- Au cours d'une année moyenne, le revenu total des ménages dirigés par des jeunes augmente de 3 pour cent en raison des inondations et de 6 pour cent en raison du stress thermique, par rapport à celui des ménages dirigés par des personnes plus âgées.
- En raison des stress thermiques, les ménages ruraux jeunes des pays à revenu faible ou intermédiaire augmentent leurs revenus annuels extérieurs aux exploitations de 47 milliards d'USD par rapport à ceux des autres ménages.
- Les températures extrêmes poussent les enfants à augmenter leur temps de travail hebdomadaire de 49 minutes par rapport aux adultes dans la force de l'âge, essentiellement en dehors des exploitations, ce qui est fort proche de l'augmentation de la charge de travail des femmes.
- Les populations rurales et leurs vulnérabilités face au climat sont à peine visibles dans les politiques climatiques nationales. Dans les contributions déterminées au niveau national et les plans nationaux d'adaptation des 24 pays analysés pour le rapport, seulement 6 pour cent des 4 164 mesures proposées mentionnent les femmes, 2 pour cent mentionnent expressément les jeunes, moins de 1 pour cent mentionnent les pauvres et quelque 6 pour cent font référence aux agriculteurs des communautés rurales.
- Sur l'ensemble des fonds alloués à l'action climatique en 2017 et 2018 faisant l'objet d'un suivi, seulement 7,5 pour cent sont consacrés à l'adaptation au changement climatique et moins de 3 pour cent à l'agriculture, aux forêts et aux autres utilisations des terres ou à d'autres investissements liés à l'agriculture; seulement 1,7 pour cent de ces fonds, soit environ 10 milliards d'USD, ont atteint les petits producteurs.

© FAO / Hashim Azizi

Éléments de politique à retenir

Du fait des multiples dimensions qu'elles recouvrent, les vulnérabilités des populations rurales face au climat commandent de mettre en œuvre des politiques et des programmes multiformes qui apportent des réponses à leurs différentes sources, que celles-ci résident au sein ou en dehors des exploitations agricoles, afin d'éviter aux agriculteurs d'avoir recours à de mauvaises stratégies d'adaptation.

Ces politiques et programmes doivent aussi apporter une réponse aux contraintes que connaissent spécialement les populations vulnérables, notamment un accès limité aux ressources productives et aux services d'information et de vulgarisation, une faible tolérance au risque et des capacités d'action restreintes sur les plans économique et social.

© FAO / Peyton Johnson

POUR ÊTRE EFFICACE, L'ACTION CLIMATIQUE doit apporter une réponse aux divers facteurs de **vulnérabilité des populations face au climat**

En établissant un lien entre les programmes de protection sociale et les services de conseil, on pourrait encourager l'adaptation et compenser les pertes subies par les agriculteurs. Les ruraux qui peuvent bénéficier de programmes d'aide sociale en espèces acquièrent davantage de moyens de production, sont encouragés à utiliser de meilleurs intrants et à appliquer de meilleures pratiques agricoles et ne sont plus tenus d'accepter des contrats occasionnels de travail salarié. Les effets positifs de cette aide seront d'autant plus sensibles si elle est couplée à des services de conseil sur le climat et à des services de vulgarisation.

La capacité d'un individu d'appliquer les conseils qui lui seront prodigués en matière d'adaptation des pratiques agricoles au climat dépendra de sa faculté d'agir sur le plan économique et de son pouvoir de décision. Les approches porteuses de transformation en matière de genre, qui reposent sur des méthodes tendant à faire évoluer les mentalités et visent à remettre directement en question les normes de genre discriminatoires, peuvent amener des solutions face aux discriminations bien ancrées qui empêchent souvent les femmes de maîtriser pleinement les décisions économiques qui influent sur leur vie.

Les méthodes de vulgarisation participatives permettent de favoriser la participation des personnes vulnérables et l'adoption des pratiques améliorées. Grâce à elles, des groupes d'agriculteurs peuvent expérimenter différentes approches face à des problèmes qui se posent souvent dans leurs systèmes agricoles, tout en limitant les risques individuels inhérents au fait d'essayer de nouvelles pratiques. Ces méthodes renforcent en outre le sentiment des populations de pouvoir agir efficacement face aux risques climatiques.

Il est essentiel de proposer des services complémentaires pour maximiser les effets positifs des possibilités offertes en dehors des exploitations. Il est important non seulement d'offrir un enseignement technique et professionnel mais aussi d'améliorer les aptitudes non cognitives. Pour ce faire, on peut organiser des programmes de lutte contre les stéréotypes de genre parmi les travailleurs ou des programmes de mentorat axés sur le renforcement des compétences socioémotionnelles.

Il est essentiel d'investir dans la collecte de données ventilées pour évaluer les incidences que les différentes mesures prises dans le cadre de l'action climatique ont sur les populations vulnérables. La multiplication rapide des projets et des programmes relatifs au climat offre une occasion unique de recueillir des informations susceptibles d'éclairer les mesures déjà prises ou qui seront prises dans le cadre de l'action climatique.

Vue d'ensemble

La lutte mondiale contre la crise climatique doit apporter une réponse aux effets que cette crise a sur les personnes, en particulier les plus vulnérables. Le changement climatique nuit fortement aux revenus et aux moyens de subsistance des populations rurales des pays à revenu faible ou intermédiaire, qui sont dépendantes d'une agriculture et de systèmes agroalimentaires tributaires des conditions météorologiques. Pourtant, l'attention politique accordée aux populations rurales vulnérables et les fonds qui leur sont alloués sont loin de suffire pour répondre aux besoins réels. En 2017 et 2018, seulement 1,7 pour cent des financements faisant l'objet d'un suivi au niveau mondial ont atteint les petits producteurs et seulement 3 pour cent ont contribué à l'adaptation aux effets du changement climatique dans l'agriculture, les forêts et les autres utilisations des terres.

En milieu rural, une personne sera plus ou moins vulnérable face au changement climatique en fonction de sa richesse, de son sexe et de son âge, éléments qui influent également sur sa capacité à gérer les effets que les facteurs de stress climatiques ont sur ses moyens de subsistance et qui déterminent le type de mesures d'adaptation qu'elle prendra. Par ailleurs, les différents facteurs de stress climatiques – stress thermique, inondations, sécheresses ou hausse des température à long terme – ont des effets très différents sur les différents groupes des populations rurales.

La conception et la mise en œuvre d'une action climatique efficace axée sur les personnes supposent de bien comprendre les différents facteurs de vulnérabilité face au climat présents dans les zones rurales, notamment les obstacles qui entravent l'accès aux ressources, aux services et aux emplois vers lesquels les ruraux pourraient se tourner pour s'adapter au changement climatique. Par exemple, les normes et politiques discriminatoires font peser sur les femmes une charge disproportionnée en ce qui concerne le travail de soin et les responsabilités domestiques, restreignent leurs droits fonciers, les empêchent de prendre des décisions concernant leur propre travail et compliquent leur accès à l'information, aux financements et à d'autres services essentiels. Pour relever ces défis, il faut mettre en œuvre des interventions spécifiques qui permettront aux diverses populations rurales de s'adapter au climat, en évitant les mauvaises stratégies d'adaptation.

Les politiques et les programmes visant à remédier aux diverses vulnérabilités des populations rurales face au climat doivent reposer sur des éléments probants. Même s'il est souvent admis dans les politiques

© FAO

LES VULNÉRABILITÉS d'une personne face au changement climatique varient fortement en fonction **de sa richesse, de son sexe et de son âge**

climatiques que les femmes, les jeunes et les personnes vivant dans la pauvreté sont plus vulnérables aux effets du climat, on dispose de très peu de données factuelles qui permettent de comprendre l'ampleur et la nature des vulnérabilités de ces groupes. En outre, il n'existe pratiquement pas de chiffres provenant de divers pays à revenu faible ou intermédiaire sur les effets que les divers facteurs de stress climatiques ont sur les femmes, les jeunes et les pauvres vivant dans la pauvreté en milieu rural.

Ce rapport présente un ensemble impressionnant de données provenant de 24 pays à revenu faible ou intermédiaire dans 5 régions du monde, qui permettent de mesurer les incidences du changement climatique sur les femmes, les jeunes et les personnes vivant dans la pauvreté en milieu rural. On peut y lire une analyse des données socioéconomiques recueillies auprès de 109 341 ménages ruraux (soit plus de 950 millions de ruraux) dans ces 24 pays, combinées dans l'espace et dans le temps avec 70 années de données géoréférencées sur les précipitations et les températures quotidiennes. Ces chiffres font la lumière sur les effets que les différents types de facteurs de stress climatiques ont sur les revenus agricoles, les revenus extérieurs aux exploitations et les revenus totaux, sur la répartition du travail et sur les mesures d'adaptation, en fonction de la richesse, du sexe et de l'âge des personnes concernées.

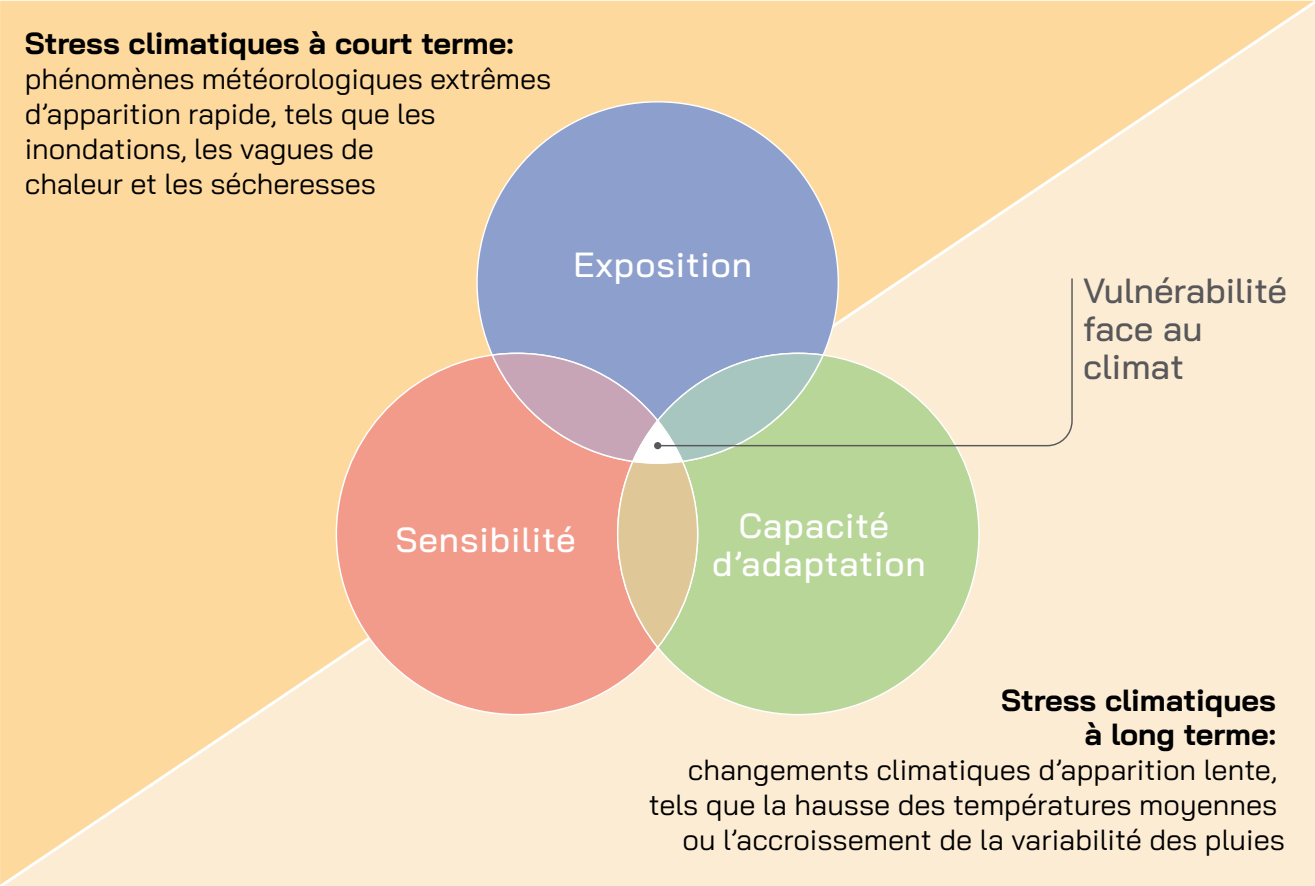
Cadre conceptuel

Le changement climatique a des effets directs et indirects sur les moyens de subsistance et le bien-être des populations rurales. La hausse des températures et les phénomènes météorologiques extrêmes nuisent directement à la productivité des systèmes agricoles dont dépendent ces populations. On estime ainsi que le réchauffement planétaire a réduit les rendements des principales cultures céréalières de 2 à 3 pour cent entre 1981 et 2002. Indirectement, la baisse de la productivité agricole se répercute sur les économies rurales et sur les systèmes agroalimentaires dont dépendent les populations rurales, en réduisant les sources de revenus extérieurs aux exploitations, en augmentant les prix des denrées alimentaires et en perturbant les marchés agricoles. Lorsqu'on évalue la vulnérabilité des populations rurales face au climat, il faut donc prendre en considération tant les dimensions agricoles que les dimensions non agricoles des moyens de subsistance de ces populations.

La vulnérabilité d'une personne face au changement climatique varie nettement en fonction de sa capacité d'action, de ses atouts socioéconomiques et des services d'appui dont elle peut bénéficier. Aux fins de ce rapport, la notion de vulnérabilité face au climat comprend trois éléments: l'exposition, la sensibilité et la capacité d'adaptation (voir la **Figure 1**). L'exposition renvoie au type, à la fréquence et à l'intensité des variations climatiques, ou facteurs de stress climatiques, qui touchent une personne. La sensibilité, elle, correspond à la mesure dans laquelle une personne risque de subir un préjudice à cause de son exposition à des facteurs de stress climatiques. Quant à la capacité d'adaptation, elle désigne l'aptitude d'une personne à s'adapter au changement climatique, en tirant parti des possibilités offertes et en réagissant aux conséquences engendrées. La richesse, le sexe et l'âge de la personne concernée influent sur son exposition aux facteurs de stress climatiques, sur sa sensibilité à cette exposition et sur sa capacité d'adaptation.

FIGURE 1

Vulnérabilité face au climat



Variation de la vulnérabilité face au climat en fonction de la richesse

Les phénomènes météorologiques extrêmes ont des effets disproportionnés sur les ménages ruraux pauvres; ils réduisent sensiblement les revenus de ces ménages et creusent les inégalités. Pour chaque jour de chaleur extrême, les ménages ruraux pauvres perdent 2,4 pour cent de leurs revenus agricoles, 1,1 pour cent de la valeur des cultures qu'ils produisent et 1,5 pour cent de leurs revenus extérieurs aux exploitations par rapport aux ménages non pauvres. Dans le même ordre d'idées, chaque jour de précipitations extrêmes fait perdre aux ménages pauvres 0,8 pour cent de leurs revenus par rapport aux ménages non pauvres, essentiellement en raison des pertes des revenus extérieurs aux exploitations. Au cours d'une année moyenne, le revenu total des ménages pauvres baisse de 5 pour cent en raison du stress thermique et de 4,4 pour cent en raison des inondations, par rapport à celui des ménages non pauvres.

Les inondations et les stress thermiques creusent l'écart entre les revenus des ménages ruraux pauvres et ceux des ménages ruraux non pauvres d'environ 21 milliards d'USD et 20 milliards d'USD par an, respectivement. Ces estimations montrent l'ampleur du problème que les phénomènes météorologiques extrêmes représentent dans le contexte de l'action mondiale visant à réduire la pauvreté et les inégalités, problème qui ne fera que devenir plus aigu à mesure que ces phénomènes gagneront en fréquence et en intensité en raison du changement climatique.

Les phénomènes météorologiques extrêmes poussent les ménages ruraux pauvres à adopter de mauvaises stratégies d'adaptation: éliminer certaines sources de revenu, vendre du bétail ou réorienter les dépenses en dehors des exploitations, par exemple. En effet, les ménages pauvres ont tendance à concentrer leurs sources de revenu lorsqu'ils sont exposés à des stress thermiques, par rapport aux ménages plus aisés. Parallèlement, les inondations et les stress thermiques font perdre du cheptel aux ménages pauvres par rapport aux ménages non pauvres, soit parce que les animaux doivent être vendus en catastrophe soit parce que la mortalité du bétail augmente. En outre, les ménages pauvres réduisent leurs investissements dans l'agriculture par rapport aux ménages non pauvres lorsqu'ils doivent faire face à des inondations et à des sécheresses, puisqu'ils réorientent leurs maigres ressources de la production agricole vers des besoins de consommation immédiats. Ces mauvaises stratégies d'adaptation risquent de les rendre plus vulnérables que les ménages ruraux non pauvres aux futurs facteurs de stress climatiques.

En outre, avec la hausse des températures à long terme, les ménages ruraux pauvres dépendent de plus en plus d'une agriculture tributaire des conditions météorologiques pour assurer leur subsistance, ce qui les rend plus vulnérables face au climat. La production agricole est très sensible au changement climatique. Mais à mesure que les températures augmentent, les ménages pauvres ont tendance à dépendre davantage de l'agriculture pour leur revenu et à être moins à même que les ménages non pauvres d'obtenir des revenus extérieurs aux exploitations. Une hausse de 1 °C des températures moyennes engendre une augmentation de 53 pour cent du revenu agricole des ménages pauvres et une baisse de 33 pour cent de leurs revenus extérieurs aux exploitations, par rapport aux ménages non pauvres. Ainsi, alors que les ménages plus aisés s'adaptent à la hausse des températures en se diversifiant dans des secteurs non agricoles, les ménages pauvres ne le font pas, ce qui les rend probablement plus vulnérables, globalement, face aux effets du changement climatique.

Les stress thermiques creusent de 20 MILLIARDS D'USD

PAR AN l'écart entre les revenus des ménages ruraux pauvres et ceux des ménages ruraux non pauvres

© FAO

Disparités entre les femmes et les hommes pour ce qui est de la vulnérabilité face au climat

Les ménages dirigés par des femmes perdent une part beaucoup plus importante de leurs revenus que les ménages dirigés par des hommes lorsque des phénomènes météorologiques extrêmes se produisent. Une journée de températures ou de précipitations extrêmes entraîne une baisse de 1,3 pour cent et de 0,5 pour cent, respectivement, du revenu total des ménages dirigés par des femmes par rapport à celui des ménages dirigés par des hommes. Concrètement, les ménages dirigés par des femmes voient ainsi leurs revenus baisser de 8 pour cent en raison du stress thermique et de 3 pour cent en raison des inondations comparativement aux ménages dirigés par des hommes. Dans les pays à revenu faible ou intermédiaire, l'écart entre les revenus des ménages ruraux dirigés par des femmes et ceux des ménages dirigés par des hommes se creuse de 37 milliards d'USD par an en raison des stress thermiques et de 16 milliards d'USD par an en raison des inondations.

Les effets que les phénomènes météorologiques extrêmes ont sur les ménages dirigés par des femmes varient selon le phénomène dont il est question. Ainsi, les inondations font baisser leurs revenus extérieurs aux exploitations par rapport aux ménages dirigés par des hommes mais ne font pas baisser significativement leurs revenus agricoles. Ceux-ci diminuent par contre significativement en cas de sécheresse ou de stress thermique: un jour supplémentaire de sécheresse ou de températures extrêmes fait baisser les revenus agricoles des ménages dirigés par des femmes de 0,4 et 1,1 pour cent, respectivement, par rapport aux ménages dirigés par des hommes. En cas de sécheresse, les ménages dirigés par des femmes peuvent compenser la perte de revenus agricoles par des revenus extérieurs aux exploitations.

© FAO/Fahad Kaizer

Les ménages dirigés par des femmes adoptent différentes stratégies en réponse aux phénomènes météorologiques extrêmes, qui ne leur permettent toutefois pas de réduire leur vulnérabilité. En cas d'inondation, les ménages dirigés par des femmes intensifient leurs activités agricoles en acquérant davantage de bétail et en dépensant plus pour leurs systèmes agricoles, comparativement aux ménages dirigés par des hommes. Cela est probablement dû au fait qu'ils perdent plus de sources de revenus extérieurs aux exploitations que les ménages dirigés par des hommes. Inversement, les sécheresses et le stress thermique entraînent une baisse significative du cheptel et des dépenses agricoles des ménages dirigés par des femmes par rapport aux ménages dirigés par des hommes. Dans la mesure où ces phénomènes sont associés à une baisse relative significative des revenus globaux des ménages dirigés par des femmes, ces stratégies ne semblent pas les aider à gagner en résilience.

Les femmes assument une charge de travail supplémentaire par rapport aux hommes lors de phénomènes météorologiques extrêmes, mais elles perdent également plus de sources de revenus. Les inondations et les sécheresses obligent les femmes rurales à travailler davantage comparativement aux hommes. Elles font en outre augmenter sensiblement le nombre d'heures de travail hebdomadaires des femmes comparativement aux hommes. En cas d'inondation et de sécheresse, les femmes ont tendance à travailler beaucoup plus sur leur propre exploitation comparativement aux hommes, alors que l'inverse est vrai lors des stress thermiques, qui amènent les femmes à travailler relativement plus en dehors de leur exploitation. Ces constatations montrent bien le rôle clé qui revient aux femmes s'agissant de soutenir les moyens de subsistance des familles lors de phénomènes météorologiques extrêmes. Cela étant, sans changement significatif des normes genrées sur le rôle des femmes dans le travail de soin et les activités domestiques, ce labeur supplémentaire vient probablement encore alourdir la charge de travail déjà disproportionnée des femmes rurales.

Chaque jour de **températures extrêmement élevées** réduit la

VALEUR TOTALE DES RÉCOLTES

produites par les

AGRICULTRICES

de **3 POUR CENT**

comparativement à celles produites par les agriculteurs

© FAO /Karel Prinsloo

Les exploitantes de parcelles sont tout autant capables que les exploitants d'adopter des pratiques agricoles adaptées au changement climatique, mais elles perdent souvent plus de revenus et de possibilités extérieurs aux exploitations lorsqu'elles sont exposées à des phénomènes météorologiques extrêmes. Chaque jour de températures extrêmement élevées réduit la valeur totale des récoltes produites par les agricultrices de 3 pour cent comparativement à celles produites par les agriculteurs. Par ailleurs, il y a peu de différences statistiquement significatives entre les parcelles exploitées par des femmes et celles exploitées par des hommes pour ce qui est de l'adoption de pratiques agricoles adaptées au changement climatique en réponse à des phénomènes météorologiques extrêmes. Lors de l'élaboration des programmes et des politiques, il est donc important de se demander comment aider les agricultrices à traduire les mesures d'adaptation qu'elles prennent en améliorations sensibles de leurs systèmes agricoles. À ce sujet, les services de vulgarisation agricole tenant compte de la problématique du genre joueront probablement un rôle important.

Les parcelles exploitées par des femmes résistent relativement mieux aux effets négatifs des inondations que celles qui sont exploitées par des hommes. Une journée d'inondations augmente la valeur totale des cultures produites sur les parcelles de femmes de 1,6 pour cent comparativement à celles produites sur les parcelles d'hommes, ce qui s'explique peut-être par l'adoption de systèmes d'irrigation simples dans les zones inondables.

La hausse des températures à long terme creuse l'écart entre les revenus des ménages dirigés par des femmes et ceux des ménages dirigés par des hommes. Une hausse de 1 °C des températures moyennes à long terme est associée à une baisse de 34 pour cent du revenu total des ménages dirigés par des femmes par rapport à celui des ménages dirigés par des hommes, ce qui s'explique essentiellement par la baisse relative des revenus agricoles des ménages dirigés par des femmes, qui diminuent de 23,6 pour cent par rapport à ceux des ménages dirigés par des hommes. Les ménages dirigés par des femmes effectuent en outre relativement plus d'investissements agricoles que les hommes. Ainsi, du fait du réchauffement planétaire, les femmes investissent relativement plus dans l'agriculture que les hommes, et perdent relativement plus qu'eux. Il est donc urgent d'aider les ménages dirigés par des femmes à mieux adapter leurs systèmes agricoles au changement climatique.

Différences dans la vulnérabilité face au climat en fonction de l'âge

Les ménages dirigés par des jeunes sont mieux à même que les ménages plus âgés d'obtenir des emplois extérieurs aux exploitations lors de phénomènes météorologiques extrêmes, ce qui fait que leurs revenus sont moins vulnérables face à ces phénomènes. Une journée de précipitations extrêmes ou de chaleur extrême est associée à une hausse de 0,6 pour cent ou de 1 pour cent, respectivement, du revenu total des ménages jeunes comparativement à celui des ménages plus âgés. Au cours d'une année moyenne, le revenu total des ménages jeunes augmente de 3 pour cent en raison des inondations et de 6 pour cent en raison des stress thermiques, par rapport à celui des ménages plus âgés. En effet, ces phénomènes réduisent le revenu agricole des ménages jeunes par rapport à celui des ménages plus âgés, mais les jeunes compensent cette perte avec un revenu complémentaire extérieur aux exploitations. Par exemple, une journée de chaleur extrême est associée à une hausse de 2,9 pour cent des revenus extérieurs aux exploitations des ménages jeunes par rapport à ces revenus des ménages plus âgés.

Les ménages ruraux jeunes auront plus tendance à exploiter des sources de revenus extérieurs aux exploitations pour **FAIRE FACE AUX EFFETS DES PHÉNOMÈNES ÉTÉOROLOGIQUES EXTRÊMES**

© FAO /Michael Tewelde

Par conséquent, alors que les discussions sont généralement axées sur la vulnérabilité des jeunes face au changement climatique, l'analyse présentée ci-avant montre que ce sont les ménages ruraux plus âgés qui sont nettement plus vulnérables face aux phénomènes météorologiques extrêmes.

Contrairement aux ménages pauvres ou aux ménages dirigés par des femmes, qui réduisent souvent leur cheptel en réaction aux phénomènes extrêmes, les ménages dirigés par des jeunes profitent des phénomènes météorologiques extrêmes pour acquérir du bétail. Dans les zones rurales, le bétail remplit généralement de multiples fonctions, notamment celle de source de nourriture et de revenus et celle de réserve de valeur. En faisant grandir leur cheptel lors des phénomènes météorologiques extrêmes, les ménages jeunes renforcent leurs moyens de production et leur capacité à produire des revenus à l'avenir, ce qui leur permet de mieux faire face aux futurs facteurs de stress.

Les ménages dirigés par des jeunes contribuent significativement aux économies rurales non agricoles lors de phénomènes météorologiques extrêmes. Dans les pays à revenu faible ou intermédiaire, ils augmentent leur revenu extérieur aux exploitations de quelque 47 milliards d'USD par an par rapport aux autres ménages lorsqu'ils sont exposés à un stress thermique. Exploiter les contributions des jeunes dans les économies rurales non agricoles devrait donc être une priorité des mesures prises au niveau mondial dans le cadre de l'action climatique.

Les températures extrêmes entraînent un accroissement relatif du travail des enfants. Pour chaque jour de températures extrêmes, leur temps de travail hebdomadaire augmente de sept minutes par rapport à celui des adultes dans la force de l'âge. Au cours d'une année moyenne, où les enfants subissent sept jours de stress thermique, cela se traduit par une augmentation relative de leur temps de travail hebdomadaire de 49 minutes, due à l'accroissement du travail en dehors des exploitations. Ces chiffres sont fort similaires à ce qui a été constaté pour les femmes rurales, ce qui indique un lien étroit entre le travail des femmes et le travail des enfants dans le contexte des phénomènes météorologiques extrêmes.

Avec la hausse des températures à long terme, les jeunes diversifient leurs revenus comparativement aux autres ménages, en se tournant davantage vers des sources de revenus extérieurs aux exploitations du fait que les revenus agricoles s'amenuisent à cause du réchauffement. Cette constatation va dans le sens de la conclusion générale qui est que les ménages ruraux jeunes sont généralement mieux à même de s'adapter aux facteurs de stress climatiques que les ménages plus âgés et qu'ils y parviennent en exploitant des sources de revenus extérieurs aux exploitations.

Priorités stratégiques pour une action climatique inclusive

Les chiffres présentés dans ce rapport confirment que les populations rurales pâtissent des facteurs de stress climatiques de différentes façons, notamment par la baisse de leurs revenus agricoles et de leurs revenus extérieurs aux exploitations et par l'adoption de mauvaises stratégies d'adaptation (contre-productives). Il faut donc élaborer des politiques et des programmes pour répondre aux vulnérabilités des populations rurales face au changement climatique. En outre, le caractère multidimensionnel de ces vulnérabilités commande d'élaborer et de mettre en œuvre des politiques et des interventions multiformes.

Les ménages pauvres et les ménages dirigés par des femmes ou par des jeunes ont tendance à voir leurs revenus agricoles baisser en raison des facteurs de stress climatiques, comparativement aux autres groupes ruraux. Cela montre que leur capacité d'adaptation au climat est généralement moindre et qu'il faut mener des interventions qui leur permettent d'adopter des pratiques et des technologies agricoles adaptatives.

Il existe un large éventail de pratiques et de technologies agricoles qui peuvent être adaptées à différents contextes agroécologiques. Toutefois, pour promouvoir leur adoption par des ménages agricoles vulnérables et aux maigres ressources, il faut mener des interventions qui apporteront des réponses aux principaux obstacles et aux principales contraintes entravant cette adoption.

Tout d'abord, certaines contraintes entravent l'accès aux ressources nécessaires à l'adoption et leur mobilisation. On citera par exemple les ressources financières nécessaires à l'acquisition de nouvelles technologies, telles que des variétés de semences améliorées, du matériel et des technologies d'irrigation, ou d'autres facteurs de production, tels que la terre et la main-d'œuvre.

Ensuite, il arrive que les agriculteurs aient un accès limité aux services de vulgarisation, d'assistance technique ou de renseignements météorologiques qui leur permettraient d'anticiper les facteurs de stress climatiques et de trouver des solutions potentiellement efficaces. En raison du faible nombre d'agents de vulgarisation par rapport au nombre d'agriculteurs dans de nombreux pays, les services de vulgarisation ciblent souvent les grands propriétaires terriens, au détriment des producteurs plus pauvres et de ceux qui ont moins de terres.

© FAO /Silvia Vilimelis Lopez

Enfin, les risques associés à l'adoption de pratiques d'adaptation constituent un troisième obstacle. Nombre de ces pratiques, en particulier celles qui visent à renforcer les processus naturels afin de mettre en place des systèmes agricoles plus résilients, mettent du temps à produire des avantages quantifiables et entraînent même parfois une baisse de la productivité à court terme. L'incertitude inhérente à ces pratiques et leur horizon à long terme constituent un sérieux obstacle à leur adoption.

Pour répondre aux contraintes multiples et variées qui empêchent les personnes vulnérables d'adapter leurs exploitations au climat, il faut mener des approches multidimensionnelles et intégrées. Il existe certes peu de données factuelles sur les approches les plus efficaces pour permettre l'adoption durable de pratiques d'adaptation au niveau des exploitations, mais plusieurs axes prioritaires semblent ressortir des études.

La multiplicité des sources de vulnérabilité commande des INTERVENTIONS AUX MULTIPLES FACETTES

© Vladimir Valishvili

Mettre à profit la protection sociale

Les données factuelles sur les bienfaits des programmes de protection sociale en termes de production pour les populations rurales donnent à penser que l'on pourrait intégrer avec fruit ces programmes dans des stratégies plus larges d'adaptation aux effets du changement climatique et de développement agricole, pour promouvoir l'adoption de pratiques adaptées au climat et réduire autant que possible le recours à de mauvaises pratiques.

Les mesures de protection sociale conviennent tout particulièrement pour soutenir les groupes vulnérables, qui ne peuvent bien souvent pas bénéficier des mécanismes traditionnels de gestion des risques, parmi lesquels les crédits ou les assurances. Il est en outre possible de les adapter pour répondre aux vulnérabilités spécifiques des femmes, des enfants, des personnes âgées et des personnes plus pauvres vivant dans les zones rurales.

Plusieurs éléments sont à prendre en considération si l'on veut mettre les mesures de protection sociale au service d'une action climatique inclusive. Tout d'abord, l'élaboration des politiques climatiques est généralement menée par les ministères de l'environnement, qui accordent bien souvent peu d'attention au rôle essentiel que les politiques sociales peuvent jouer dans la réalisation des objectifs climatiques. Il ressort en effet de l'analyse des contributions déterminées au niveau national et des plans nationaux d'adaptation des 24 pays étudiés pour ce rapport que la protection sociale est mentionnée dans seulement 1,74 pour cent de toutes les mesures, concentrées dans seulement deux pays. Il faut aussi tenir compte du fait que les programmes de protection sociale sont sous-financés, un problème auquel on peut s'attaquer en utilisant le financement de l'action climatique pour financer des programmes de protection sociale axés sur le climat, et ainsi contribuer à renforcer le degré de protection sociale des populations rurales vulnérables.

Adapter les services de vulgarisation aux besoins des personnes vulnérables

Pour généraliser l'adoption de mesures d'adaptation au climat par les populations rurales, il est essentiel de leur garantir l'accès à des services de vulgarisation adéquats, qui toucheront plus ou moins les groupes vulnérables selon leurs modalités d'organisation et les types de soutien qui y sont associés.

Les méthodes de vulgarisation participatives, telles que les écoles pratiques d'agriculture, font participer davantage les personnes vulnérables et favorisent l'adoption de pratiques améliorées. Elles permettent aux agriculteurs d'expérimenter différentes approches face à des problèmes qui se posent souvent dans leurs systèmes agricoles, tout en limitant les risques individuels inhérents au fait d'essayer de nouvelles pratiques. Les données factuelles sont certes peu nombreuses, mais ces méthodes participatives se sont révélées efficaces à sensibiliser les producteurs pauvres et vulnérables du Bangladesh et du Malawi aux risques climatiques et à les encourager à adopter des pratiques adaptées au climat.

En outre, le caractère inclusif ou non des actions climatiques dépend de qui fournit les services de vulgarisation. On a par exemple constaté que les agricultrices au Mozambique adoptaient davantage des pratiques de gestion durable des terres lorsqu'on augmentait le nombre d'agentes de vulgarisation. Par ailleurs, les programmes de mentorat entre pairs aident les jeunes agriculteurs à se constituer des réseaux de relations qui leur permettent d'échanger des informations sur les meilleures pratiques et stratégies pour accroître les revenus agricoles.

Bien entendu, la capacité d'appliquer les informations échangées est fonction de la faculté d'agir sur le plan économique et du pouvoir de décision de l'intéressé. Les femmes doivent souvent composer avec des normes discriminatoires qui restreignent leur faculté de peser sur les décisions économiques qui les concernent. Les approches porteuses de transformation en matière de genre, qui reposent sur des méthodes visant à faire évoluer les mentalités et tendent à remettre directement en question les normes de genre discriminatoires, sont essentielles pour amener des solutions face aux discriminations bien ancrées qui empêchent les femmes de maîtriser pleinement leur vie sur le plan économique. Ces méthodes font généralement participer tant les femmes que les hommes et reposent sur des méthodes participatives visant à des changements sociétaux que l'on peut intégrer dans les systèmes de conseils agricoles et les interventions sur les chaînes de valeur.

Promouvoir les sources de revenus extérieurs aux exploitations

Pour entretenir et améliorer les sources de revenus extérieurs aux exploitations des groupes vulnérables, il faut mener des interventions qui apportent des réponses aux facteurs macro et micro entravant l'accès de ces personnes à des sources de revenus extérieurs décents.

Au niveau macro, le niveau d'instruction, la disparité des contraintes de temps et la mobilité sont autant de facteurs qui jouent sur les types de sources de revenus extérieurs que les individus peuvent exploiter et sur leur qualité. Il faut déterminer quels facteurs sociaux et économiques entravent l'accès à l'éducation des enfants, en particulier de ceux qui vivent dans des ménages ruraux économiquement marginalisés, et y apporter des solutions. Les individus peu instruits ont moins de possibilités d'emploi en dehors des exploitations et sont moins à même de créer et de développer des entreprises, ce qui pousse bon nombre de personnes marginalisées vers un travail précaire, informel et mal rémunéré.

Les effets du changement climatique peuvent exacerber les inégalités en matière d'éducation, dans la mesure où l'exposition à des phénomènes météorologiques extrêmes peut pousser les ménages économiquement marginalisés à retirer leurs enfants de l'école, un phénomène qui est tout particulièrement inquiétant pour les filles. Il faut donc s'efforcer, dans les politiques publiques, d'empêcher que le changement climatique creuse l'écart entre les sexes s'agissant du degré d'instruction. Au Malawi, on a constaté que les programmes d'alimentation scolaire réduisaient la probabilité que les filles soient retirées de l'école en cas de sécheresse.

L'économie verte est souvent présentée comme une solution permettant de créer des emplois décents tout en relevant les défis environnementaux locaux et mondiaux. Mais bon nombre d'emplois verts favorisent les hommes, en ce qu'ils sont souvent axés sur les sciences, la technologie, l'ingénierie et les mathématiques, filières dans lesquelles les femmes sont généralement sous-représentées. Ainsi, les mesures visant à améliorer l'accès à l'éducation doivent s'accompagner d'efforts visant à adapter les programmes scolaires aux nouveaux besoins en matière d'emploi. Il faut ainsi, notamment, s'efforcer d'augmenter le nombre de filles dans les filières susmentionnées.

Pour aider les femmes des zones rurales à saisir les possibilités de travail rémunérateur offertes en dehors des exploitations, il est essentiel de s'attaquer aux disparités entre les femmes et les hommes pour ce qui est de la charge des travaux domestiques et des soins. Il a été démontré que les services de garde d'enfants, par exemple, avaient un effet positif substantiel sur l'emploi des femmes.

En soutenant le développement de marchés pour les services d'adaptation au climat, on pourra créer des perspectives intéressantes dans les secteurs

© Geert van Kesteren/Magnum Photos

non agricoles, tout en amenant des solutions aux contraintes qui entravent l'adaptation au niveau des exploitations.

Il est particulièrement important de créer des emplois et des entreprises dans les systèmes agroalimentaires, notamment pour les femmes et les jeunes. Les entreprises agroalimentaires permettent aux jeunes ruraux et aux autres de diversifier leurs sources de revenus et de moins dépendre de la production agricole primaire, sensible au climat.

Il est essentiel de fournir des services complémentaires pour maximiser l'impact positif des perspectives offertes en dehors des exploitations. Il faut non seulement offrir un enseignement technique et professionnel mais aussi renforcer les aptitudes non cognitives. Par exemple, la formation à l'initiative personnelle, axée sur le développement des compétences socioémotionnelles, a plus d'effet sur les bénéfices des entrepreneurs, hommes et femmes, que la formation traditionnelle à la gestion.

Il est également essentiel d'améliorer l'accès des entreprises agroalimentaires et des petits producteurs aux services financiers, tels que les prêts, afin de créer et d'améliorer des sources de revenus extérieurs aux exploitations dans les zones rurales. Pour permettre aux jeunes, aux femmes et aux personnes vivant dans la pauvreté de bénéficier de ces services, il faut mener des stratégies innovantes visant à réduire les exigences des prêteurs en matière de garanties et à compenser les risques de non-remboursement des prêts.

Compiler des informations et établir une base de données probantes sur les mesures d'adaptation au climat inclusives

La multiplication rapide, ces dernières années, des projets et des programmes relatifs au climat offre une occasion unique d'établir une base de données probantes pour éclairer les mesures actuelles et les mesures qui seront prises dans le cadre de l'action climatique. L'analyse des mesures prises permet de mieux comprendre quelles interventions sont les plus efficaces pour soutenir l'adaptation au climat dans les zones rurales, en particulier parmi les populations vulnérables qui risquent d'être laissées pour compte. Sans données factuelles solides, les maigres ressources qui peuvent être consacrées à ces mesures risquent d'être gaspillées dans des approches inefficaces.

Bien que l'on ait progressé ces dix dernières années en termes de granularité des données, le manque de données qu'il est possible de ventiler au niveau des individus entrave les efforts visant à mettre en évidence les vulnérabilités sociales critiques pour les cibler au moyen de mesures efficaces. Pour l'analyse présentée dans ce rapport, par exemple, les données ventilées par sexe et les données ventilées par âge sur les résultats du travail au niveau individuel, et les résultats en termes de productivité et d'adaptation au niveau des parcelles étaient disponibles pour seulement six et sept pays, respectivement, sur un total de 24 pays. D'autres groupes vulnérables, tels que les communautés autochtones ou les personnes handicapées, n'ont pas pu être analysés faute de données pertinentes. En outre, les individus appartiennent souvent à plusieurs groupes vulnérables simultanément, ce qui fait que les vulnérabilités de différents types et de différentes intensités s'entremêlent. L'intersectionnalité est ainsi une question clé à laquelle il faudrait consacrer des recherches plus approfondies, pour comprendre de façon plus complète la dynamique complexe des vulnérabilités liées au climat.

© FAO / Asim Hafeez

Citer comme suit: FAO. 2024. *Un climat injuste – Mesurer l'impact du changement climatique sur les pauvres, les femmes et les jeunes des zones rurales: Résumé.* Rome. https://doi.org/10.4060/cc9638fr

Photographie de couverture avant et arrière: © FAO/Fahad Kaizer

Certains droits réservés. Cette œuvre est mise à disposition selon les termes de la licence CC BY-NC-SA 3.0 IGO

© FAO, 2024
CC9638FR/1/04.24